

> L'impact de la crise financière sur l'élaboration du budget

## Avis de flou

Le Luxembourg n'est plus une île. On le sait depuis le rapport Fontagné. Alors, le pays et son budget seront-ils impactés par la crise financière actuelle? Et dans quelle mesure?

MARC FASSONE

C'est là une question d'actualité en période de préparation du budget qui devra être présenté le 1er octobre prochain.

De fait, les auditions se multiplient, notamment à la Chambre des députés où les commissions des finances ou de l'économie ont reçu respectivement les commentaires de Luc Frieden, ministre du Budget, ou d'Yves Mersch, le patron de la banque centrale.

Faut-il s'affoler face à la crise? Luc Frieden ne le croit – ne le veut – pas. Tout en reconnaissant que «*vivant dans une économie globalisée, on ne peut pas dire que la Place sera épargnée*», rapporte Norbert Hauptert, membre de la commission des finances et du budget et rapporteur de la prochaine loi de finance.

Mais le ministre du budget refuse de s'affoler, afin de «*ne pas perturber davantage les marchés*». Une position partagée par Norbert Hauptert. «*La crise est particulièrement due à la spéculation aux USA via les «naked short selling» (les ventes de titres à découvert). Une pratique interdite par la CSSF la semaine dernière. Une CSSF très sceptique sur cette pratique. Une pratique écartée ici à cause d'une supervision assez sévère du secteur financier. Comme dans d'autres pays de l'Union, d'ailleurs.*»

Pour Lucien Thiel, membre de la commission des finances et du budget, si la Place est à l'abri des actuelles turbulences, c'est grâce à «*la diversification entreprise dès la milieu des années 90 qui porte ses fruits*».

Et de fait, «*les résultats du secteur bancaire au premier semestre 2008 ne sont que faiblement en recul par rapport à ceux du premier semestre 2007*», un cru d'une excellente facture. «*On peut dire que la Place l'a échappé belle.*»

Du moins jusqu'avant l'annonce de la défaillance de Lehman Bro-



Alors que l'élaboration du projet de budget se termine, les députés s'interrogent sur l'impact de la crise financière

thers. Une défaillance dans laquelle vingt-trois banques de la Place seraient exposées selon Lucien Thiel, mais pour des montants qui ne seront pas connus avant le début la fin de l'année.

Tous semblent s'accorder sur la question de l'impact de la crise sur le budget. Pour Norbert Hauptert, suite à l'exposé de Luc Frieden, il ne fait aucun doute que les recettes issues de la Place – «*soit plus du tiers des recettes budgétaires*» – vont diminuer.

Première source de fuites des capitaux, la taxe d'abonnement assise sur les fonds d'investissements et dépendant de la valorisation de ceux-ci. Devant la commission, le manque à gagner aurait été chiffré à hauteur de 100 millions. En ce qui concerne l'impôt sur le revenu des collectivités, tout dépendra des provisions que passeront les banques. Des provisions qui, par définition, se passent une fois l'an, de préférence à la fin de l'année.

Ce qui ne facilite pas la tâche du ministre du budget. Surtout dans une année électorale où les ministres sont enclins à se montrer.

Montrer rimant avec dépenser. Lucien Thiel est également d'accord sur le fait que les recettes budgétaires vont souffrir, mais pas immédiatement. L'impact devrait, selon lui, se faire sentir pour l'exercice 2010.

### L'HYPOTHÈSE DES 3%

Autre source d'incertitude pesant sur l'établissement des prévisions budgétaires: l'état de la conjoncture luxembourgeoise.

La commission de l'économie, de l'énergie, des postes et des sports a auditionné Yves Mersch ce mardi 23 septembre sur l'état de celle-ci.

Le Statec, qui devait également intervenir, s'est excusé pour raison de manque de données. Celles du premier semestre 2008 ne devraient être disponibles que dans quinze jours. Sûrement à temps pour le budget définitif.

Les députés ont donc dû se contenter d'entendre Yves Mersch qui a dressé un état des lieux faisant peu de place à l'optimisme.

On en trouvera les détails dans la dernière livraison du bulletin de

la Banque centrale (Voir l'édition du Jeudi en date du 18 septembre, page 19). Selon sa présentation, la croissance pour 2008 n'atteindra pas les 3% et devrait être inférieure en 2009. Ce qui aura un impact certain sur le budget.

Quelle hypothèse de croissance va retenir le gouvernement? La question ne semble pas encore tranchée. «*Le problème, c'est qu'il y a plusieurs variables comme le prix du pétrole ou le prix du dollar. Autant d'incertitudes qui compliquent plus que de coutume l'élaboration du budget*», confie Alex Bodry, président de la commission de l'économie, de l'énergie, des postes et des sports.

Au terme des deux journées de discussion consacrée au budget par le Conseil de gouvernement les 18 et 19 septembre, on semblait s'orienter vers une prévision de croissance de seulement 3%.

«*Une situation difficile*», à en croire le ministre du budget Luc Frieden. Qui doit poursuivre les discussions, les négociations même, avec ses collègues pour la fixation des enveloppes.

Le week-end sera agité.

### SOMMAIRE

Chronique RSE.....p.18  
 Chambre de commerce.....p. 19  
 Concurrence, Women business trophy ..... p. 20  
 Quick, Numéricable.. p. 21  
 ALFI ..... p. 22

### BILLET



MARC FASSONE

Sur les marchés, l'euphorie succède à la déprime à un rythme effréné. Le sauvetage d'AIG par la Fed puis l'annonce d'un plan de sauvetage des banques américaines de 700 milliards de dollars (480 milliards d'euros) avaient entraîné les marchés à la hausse en fin de semaine dernière. Ceux-ci sont repartis à la baisse, les investisseurs commençant à douter de son efficacité. Et de se demander d'abord si 700 milliards de dollars suffiront à enrayer la crise.

Car le plan Bush-Paulson s'adresse aux institutions américaines et aux banques étrangères actives aux États-Unis. Le fonds de défiance créé doit accueillir les prêts immobiliers américains à risque mais pourrait s'ouvrir à d'autres actifs risqués. Et là, le puits risque d'être sans fond. Car la question, encore sans réponse, est de savoir comment évaluer ces actifs risqués. A leur valeur actuelle, autrement dit à l'encan, ou alors à la maturité?

Et en Europe? Les banques ont-elles fait le ménage dans leurs créances douteuses, tant dans l'immobilier que dans le crédit à la consommation – véritable bombe à retardement? On peut en être peu persuadé... Reste à savoir si en cas de problèmes, les autorités européennes en feraient autant que les autorités américaines. Si tant est que cela soit possible. La question reste ouverte et renvoie aux insuffisances de la construction européenne. Il existe des sociétés européennes qui, théoriquement, relèvent d'un ministre des Finances européens susceptible de leur venir en aide au cas où. Si quelqu'un a son téléphone...

En attendant, on peut toujours réclamer la sanction des responsables. N'oublions pas que les petits épargnants sont des électeurs. Et une présidentielle se prépare quatre ans en avance en France. Et cela ne coûte rien!

> Le réseau international d'agent immobilier RE/MAX s'implante au Luxembourg

## En toute franchise

En venant au Luxembourg, le groupe vise dans les cinq ans une part de marché de 20%.

MARC FASSONE

RE/MAX est un réseau franchisé d'agents immobiliers actif dans 63 pays – dont 35 en Europe – et fort de 120.000 agents répartis dans plus de 7.000 agences. Dont 11.000 en Europe répartis dans 1.700 agences.

Le système a été créé en 1973 par David Liniger à Denver dans le but de garder les agents qu'il formait et qui, une fois rompus aux techniques du métier, partaient créer

leur propre agence. Pour ce faire, il a imaginé un concept au terme duquel chaque agent affilié reste indépendant mais bénéficie d'outils technologiques, de communication et de méthodes commerciales – via un ambitieux programme de formation – ainsi que de l'appui d'un réseau international permettant de répondre à toutes les demandes de recherches, in situ ou à l'étranger.

L'agent participe, bien sûr, aux frais de fonctionnement de son agence mais peut percevoir jusqu'à 80% des commissions sur les transactions qu'il conduit.

«*Une véritable plate-forme pour travailler pour son propre compte*», résume H. Charles Lemire Jr, le responsable Europe de RE/MAX qui a

fait le déplacement pour l'ouverture de la première agence luxembourgeoise du groupe.

Pourquoi venir maintenant au Grand-Duché? A cette question, l'intéressé répond que «*ce qui est déterminant dans le choix de l'ouverture d'une nouvelle implantation géographique, c'est avant tout de trouver la bonne personne pour conduire l'opération*».

### VALEURS AJOUTÉES

Aux commandes de RE/MAX au Luxembourg avec le titre de directeur régional, on trouve Sylvie Jacques, à qui l'on doit l'implantation de l'enseigne Troc au Grand-Duché.

Elle affiche clairement son ambition: atteindre à terme, dans les cinq ans, une part de marché de 20%, ce qui représenterait l'ouverture de 12 à 15 agences sur le territoire, qui emploieraient entre 100 et 150 agents.

En attendant, RE/MAX au Luxembourg, qui a officiellement commencé ses activités en mai dernier, a déjà signé quatre transactions pour un montant cumulé de 1,3 million d'euros.

Une de ces transactions s'est faite en France. «*C'est une de nos valeurs ajoutées, en plus du service, que de pouvoir trouver, autant pour les vendeurs de biens que pour les acheteurs, des produits et des clients partout dans le monde grâce à notre réseau.*»